



Plus fortes ensemble

4 organisations de
transformation sociale
s'unissent



Le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire est un ministère à forts enjeux pour l'avenir, les emplois de demain, la question du devenir de la planète et des modèles agricoles et ce au-delà des usager-es et agent-es de ce ministère.

C'est pourquoi en vue des élections professionnelles :

-> **face à la dispersion des voix**, à l'abstention qui ne peuvent qu'affaiblir la défense des intérêts des personnels,

-> **face à des pratiques parfois délétères ou brutales** d'employeurs comme le ministère ou des directions et de décideurs aux méthodes et idéologies ultralibérales ,

-> **face aux syndicats dits de cogestion** et finalement de connivence et d'accompagnements des réformes injustes qui conduisent à la mise en concurrence, de la privatisation, du démantèlement, de l'externalisation

l'unité de nos organisations syndicales de luttes et de transformation sociale est devenue une urgence

C'est une démarche engagée depuis plusieurs années dans le cadre de nombreuses intersyndicales construites par nos trois Organisations syndicales, et avec l'expérience éprouvée de délégations communes dans un

certain nombre de CAP comme en Comité technique ou instances locales.

Nous avons en commun des revendications et une conception du syndicalisme pleinement partagée, tout en conservant nos spécificités syndicales, et nos fonctionnements internes propres.

Notre diversité syndicale est une force, entre tradition de solidarité ouvrière et paysanne, connaissance du monde de l'éducation et de l'ensemble des missions de notre ministère mêlant expériences des instances et actions de terrains

Les politiques gouvernementales du dernier quinquennat, verticales autant qu'inégalitaires et celles qui s'annoncent pour les prochaines années suite aux élections montrent l'impérieuse nécessité de cette unité.

C'est autour de 3 thèmes que notre union syndicale se construit et se propose de représenter les intérêts des agent-es du MASA et de ses établissements publics lors des élections professionnelles de décembre 2022.

Pour des politiques publiques au service de l'intérêt général

- Assumer une autre politique, respectueuse de l'environnement et du vivant, celle de la « bifurcation écologique » en rompant avec le modèle agricole, forestier dominant, productiviste et intensif et l'agrobusiness ;
- Contribuer au renforcement de la puissance publique pour la défense de l'intérêt général en matière d'hygiène, de qualité et de sécurité alimentaire avec la reprise par les services de l'état des contrôles de premier niveau dans les industries agroalimentaires impliquant une augmentation significative des agent-es d'inspection ;
- Assumer pleinement la priorité du service public, gratuit et laïc d'éducation, dans toutes ses composantes complémentaires de formation initiale, scolaire, par apprentissage et professionnelle adulte et dans l'enseignement supérieur et la recherche. Revendiquer un plan d'urgence pour l'éducation pour des financements à la hauteur des besoins de formation notamment pour le renouvellement des générations d'agriculteur-rices et des professionnels de nos filières ainsi que des populations. Rompre avec le modèle éducatif dominant, privé, concurrentiel et le transfert de ses pratiques dans le service public d'éducation (précarité, «management» RH, ...)
- Soutenir des politiques publiques de conquêtes sociales et « sociétales » : droits à la retraite, augmentation des salaires, sécurité sociale, égalité professionnelle, santé et sécurité au travail, égalité femme-homme

Pour défendre et promouvoir le service public et ses agent.es

- Promouvoir le service public dans tous les territoires, seul outil pouvant garantir l'intérêt général, un accès physique et direct aux services pour nos usagers (paysans, élèves, étudiants, apprenants ...), éviter les dérives de l'informatisation, limiter les téléprocédures, de la numérisation dans les pratiques professionnelles
- Défendre des agent.es indépendant.es : abrogation de la Loi de la transformation publique, respect et renforcement des statuts, retour du paritarisme, revalorisation des rémunérations, déroulement de la carrière permettant d'atteindre les échelons supérieurs des grilles indiciaires sans obstacle, respect du droit du travail et de la réglementation (cycle de travail, RIALTO, télétravail, droit à congés, taux d'encadrement...)
- Garantir aux agent.es une indépendance par la titularisation des agent.es précaires, non titulaires, dont ceux de CFA-CFPPA sur poste, avec pour les agent.es sur budget un texte réglementaire national régissant leurs conditions de travail et de rémunération

Pour partager une conception unitaire du syndicalisme

- Assumer une conception multicatégorielle et interprofessionnelle de la représentation des personnels à travers la richesse des métiers, des corps, des statuts loin de tout corporatisme étriqué.
- Conduire un syndicalisme de transformation sociale. Créer un rapport de force permettant aux représentant.es des personnels de constituer un contre-pouvoir pour défendre l'intérêt général pour l'amélioration immédiate des conditions de travail des agent.es dans l'exercice de leurs missions pour obtenir de nouvelles avancées sociales et pour changement vers une société plus égalitaire, solidaire écologiste et féministe.
- Investir toutes les instances de concertation, à toutes les échelles locales (instances EPL, établissement Supérieur), régionale (CSA REA, CCP), nationale (CSA, CAP, CCP).
- Construire en-dehors de ces instances des mobilisations locale, régionale, nationale, avec les personnels pour peser sur les décisions.
- Construire de nouvelles modalités d'action de mobilisation à travers des intersyndicales, des comités de défense, des collectifs les plus larges possibles autour de revendications communes !
- Militer pour des valeurs communes féministes, antifascistes, antiracistes et écologistes. Lutter contre le harcèlement, les discriminations faites aux femmes, aux LGBT+, aux agent.es et usager.es en situation de handicap. Défendre les plus précaires, les "sans" papiers, les exilé.e.s, les victimes de violences policières et de répression syndicale. Soutenir les luttes des salariées des autres secteurs professionnels du privé pour l'amélioration de leurs conditions de travail et leurs salaires.
- Partager une conception internationaliste de l'action syndicale unitaire en faveur de la paix, en combattant les inégalités et la crise climatique mondiale ainsi que la promotion des droits et des libertés des peuples, qu'il s'agisse des droits démocratiques, sociaux et environnementaux.

Dès le 1er décembre 2022, JE VOTE

